



2 janvier 2025

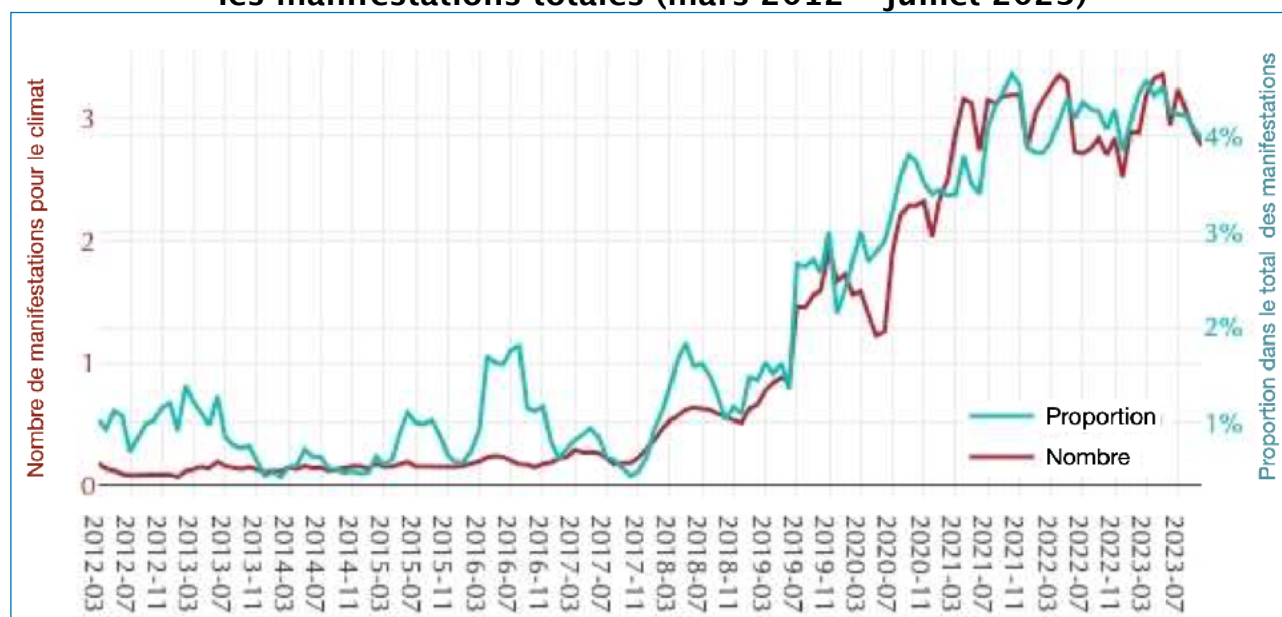
Politique, environnement et climat : prise de conscience populaire, répression et inaction

On observe, à l'heure actuelle, un paradoxe très inquiétant : bien que la population mondiale prenne de plus en plus conscience des enjeux environnementaux, les États intensifient la répression contre les manifestations en faveur de l'environnement et du climat et mènent des actions environnementales très insuffisantes.

Une augmentation spectaculaire des manifestations

Sur la base des données accumulées par [ACLED](#) (Armed Conflict Location & Event Data) et [Global Witness](#), des chercheurs de l'[Université de Bristol](#), au Royaume-Uni, montrent une augmentation spectaculaire des mouvements de protestation pour le climat à partir de 2019, et une multiplication par 6 de leur nombre entre 2018 et 2021 [[lire en anglais](#)] (voir **diagramme 1**).

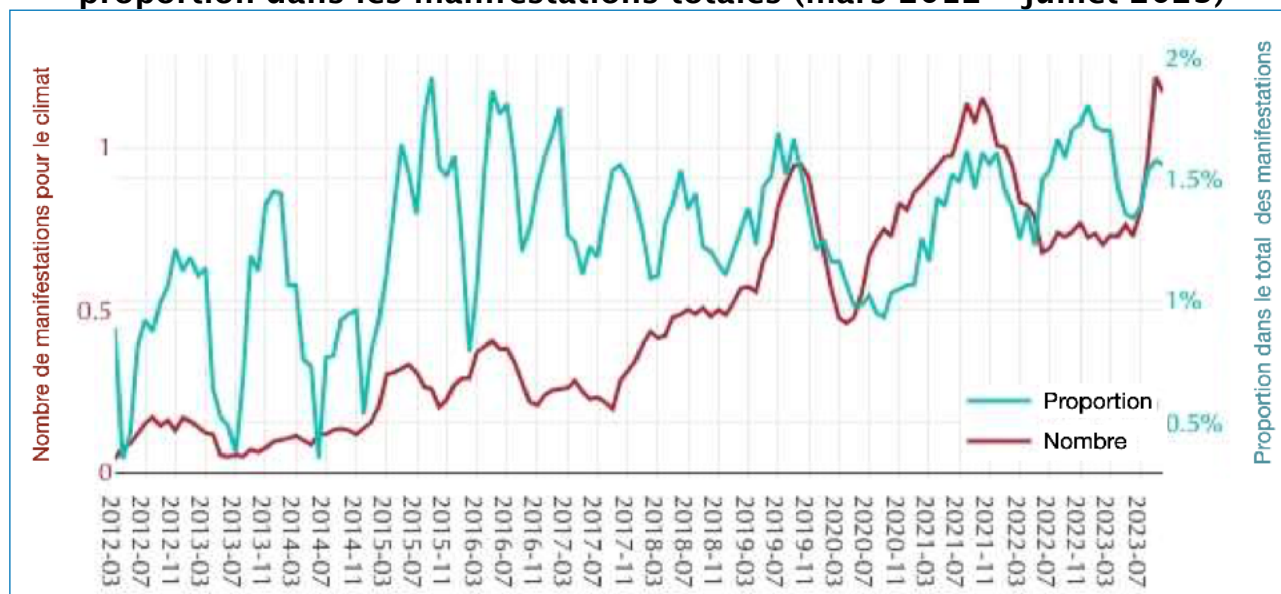
Diagramme 1 – Nombre de manifestations pour le climat et proportion dans les manifestations totales (mars 2012 – juillet 2023)



Source : [Berglund et al., 2024](#) – données ACLED, par mois et par pays, lissées sur 5 mois.

En ce qui concerne les manifestations pour l'environnement, l'évolution est plus régulière sur l'ensemble de la période 2012–2023, le nombre de manifestations décuplant (voir **diagramme 2**).

Diagramme 2 – Nombre de manifestations pour l'environnement et proportion dans les manifestations totales (mars 2012 – juillet 2023)



Source : [Berglund et al., 2024](#) – données ACLED, par mois et par pays, lissées sur 5 mois.

Une préoccupation croissante de la population mondiale pour l'environnement

Cette évolution est confirmée par les résultats de l'Enquête mondiale sur le changement climatique ([Global Climate Change Survey](#)), menée dans le cadre du Sondage mondial 2021/2022 (Gallup World Poll 2021/2022) portant sur 125 pays et près de 130 000 personnes. Ils montrent que 89 % des individus consultés demandent une intensification de l'action de l'État en faveur du climat et 86 % approuvent les normes sociales pro-climat, alors que 69 % sont disposés à contribuer en donnant plus de 1 % de leur revenu personnel pour financer ces actions. Les pays où la préoccupation semble la plus forte comprennent notamment la Chine, certains pays d'Amérique centrale et du Sud, des pays du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest et Est, c'est-à-dire des **pays vulnérables tant du point de vue climatique qu'économique** [[lire en anglais](#)] (voir cartes en annexe).

Un travail mené par un chercheur polonais [[lire en anglais](#)] à partir des résultats obtenus par le Programme d'enquêtes sociales internationales ([International Social Survey Program](#)) portant sur 44 pays¹, va dans le même sens, puisqu'il montre que plus de 70 % des personnes sont préoccupées par l'environnement dans des pays aussi divers que l'Australie, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Slovaquie et la Suisse. Les pays où une plus de 15 % de la population n'accorde pas d'importance aux questions environnementale étaient la Slovaquie, la Thaïlande et l'Afrique du Sud. Dans les pays consultés, une majorité de la population pense qu'il vaut mieux informer,

¹ Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Chine, Corée du Sud, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Islande, Inde, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Nouvelle Zélande, Philippines, Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Taiwan et Thaïlande.

encourager, éduquer et récompenser les citoyens par un système de taxes favorables pour les pousser à adopter un comportement bénéfique pour l'environnement, plutôt que de les punir par des pénalités financières.

Bien d'autres travaux en arrivent à des conclusions similaires [lire en anglais [ici](#) et [ici](#)].

Des votes en contradiction avec les opinions ?

Avec les progrès faits par les partis de droite et d'extrême droite², on peut s'attendre à une diminution de l'action publique en faveur du climat³ [[lire en anglais](#)], alors qu'elle est déjà notoirement insuffisante [[lire](#)], en dépit des préoccupations de la population qui viennent d'être évoquées. Ce paradoxe vient, bien entendu, de ce qu'il y a de multiples raisons qui n'ont rien à voir avec le climat et pour lesquelles les électeurs votent pour l'extrême droite. Ainsi, contrairement à ce que l'on entend dire, **les électeurs votant à droite ne sont pas pour autant climatosceptiques** [[lire en anglais](#)]. Le coût de la vie, la sécurité de l'emploi ou l'immigration sont des questions qui semblent parfois déterminer les choix des votants. En outre, la manière dont le débat politique s'organise et dont l'opinion publique est présentée peut en donner une idée fausse aux gens.

Cela soulève la question de la conception des programmes politiques et de **la place qu'y tiennent les groupes de population les plus défavorisés**.⁴ Sur la faim expliquée, nous avons déjà montré qu'il est possible – en particulier en utilisant l'approche du compte de gaz à effet de serre (GES) – de trouver une voie permettant de concilier la diminution des émissions de GES et la réduction des inégalités, tout en faisant porter davantage l'effort sur les groupes de population plus aisés [[lire](#)].

C'est en poussant leur réflexion dans ce sens et en concevant des politiques pro-environnementales ne pénalisant pas les plus défavorisés que, dans des régimes démocratiques, les partis voulant préserver l'environnement augmenteront leurs chances d'accéder au pouvoir et d'agir. Sinon, à terme, quand la situation environnementale sera devenue absolument intenable, le risque sera élevé de voir émerger des **dictatures environnementales** qui, pour le coup, mettront réellement en œuvre une « écologie punitive ».

² Les exemples les plus emblématiques de ces succès sont les États-Unis, l'Argentine, les Pays-Bas, le Portugal, l'Italie et la France.

³ On voit, par exemple, qu'avec la poussée des partis de droite et surtout d'extrême-droite, et la diminution de la représentation des partis écologistes lors des élections européennes de 2024, l'Union européenne a remis en cause une partie de son Pacte vert.

⁴ En France, la taxe sur le carburant qui déclencha le mouvement des « Gilets jaunes » est un modèle de ce qu'il ne faudrait pas faire [[lire](#)].

Une répression renforcée

Un durcissement des États en matière de répression, même ceux réputés démocratiques, est en marche.

Elle peut prendre la forme d'adoption de nouvelles lois plus répressives, l'utilisation de lois antiterroristes pour lutter contre ce qui est alors qualifié, à tort, « d'éco-terrorisme », ou encore l'utilisation de lois contre le crime organisé. Parfois, les nouvelles lois peuvent être contradictoires avec la législation en place ou menacer les droits humains. Le durcissement peut aussi comprendre une augmentation des pouvoirs de la police et l'impunité des policiers engagés dans des actions violentes contre les manifestants.



En matière de la justice, les politiques pénales peuvent « surcriminaliser » les manifestants et « sous-criminaliser » les comportements nuisant à l'environnement.

Il arrive que des entreprises ou groupes privés prennent le relais des États pour réprimer les militants pro-environnement, allant jusqu'à les assassiner ou les faire disparaître.

Les chercheurs de l'Université de Bristol ont analysé ces tendances dans 14 pays⁵ dont l'indice de démocratie va de 2,22 sur 10 pour la Russie à 9,81 pour la Norvège.⁶

⁵ Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, États-Unis, France, Inde, Norvège, Ouganda, Pérou, Philippines, Royaume-Uni, Russie et Turquie.

⁶ L'Indice de démocratie est basé sur 60 indicateurs, regroupés en cinq catégories : processus électoral et pluralisme, fonctionnement du gouvernement, participation politique, culture politique, et libertés civiles. Pour chacun des indicateurs, le pays reçoit une note entre 0 et 10 [[lire en anglais](#)].

Parmi les pays étudiés, ceux qui ont connu le plus de **victimes** entre 2012 et 2023 sont le Brésil (401 – tuées principalement par des tueurs à gages et des propriétaires terriens), les Philippines (298 – surtout par l’armée et des tueurs), l’Inde (86 – en particulier par la police et les mafias) et le Pérou (58 – surtout par la police et les mafias). Des victimes ont aussi été recensées aux États-Unis (2) et en France (1).

Le recours à des arrestations a été le plus fréquent en Australie, au Royaume-Uni, en Norvège et aux États-Unis, tandis que les violences policières ont été davantage observées au Pérou, en Afrique du Sud, en Ouganda et en France [\[lire en anglais\]](#).

Conclusion

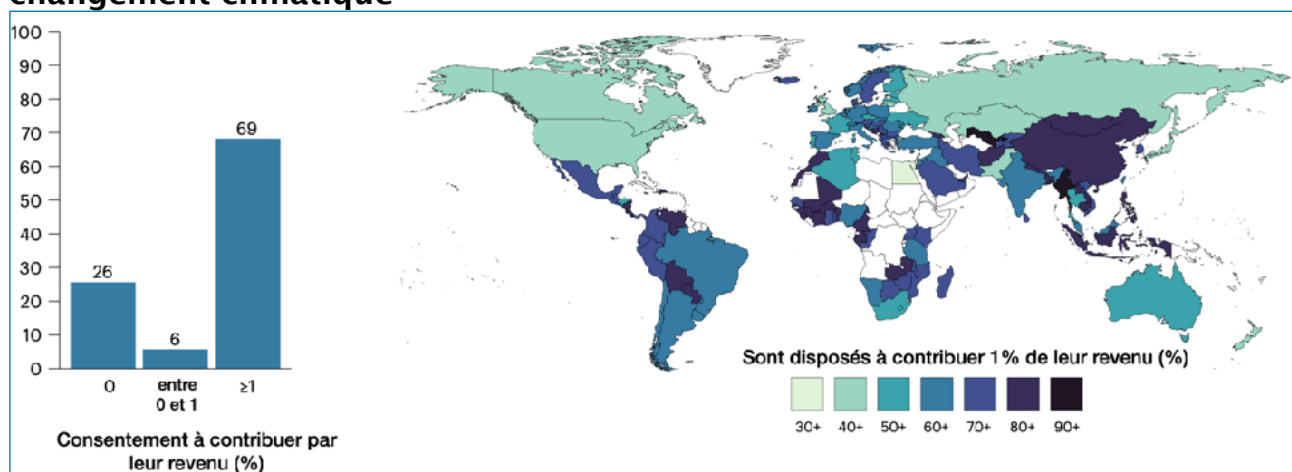
La population mondiale a largement pris conscience des enjeux environnementaux et climatiques. Elle est majoritairement en faveur de l’action de l’État dans ce domaine et est prête à y sacrifier des ressources.

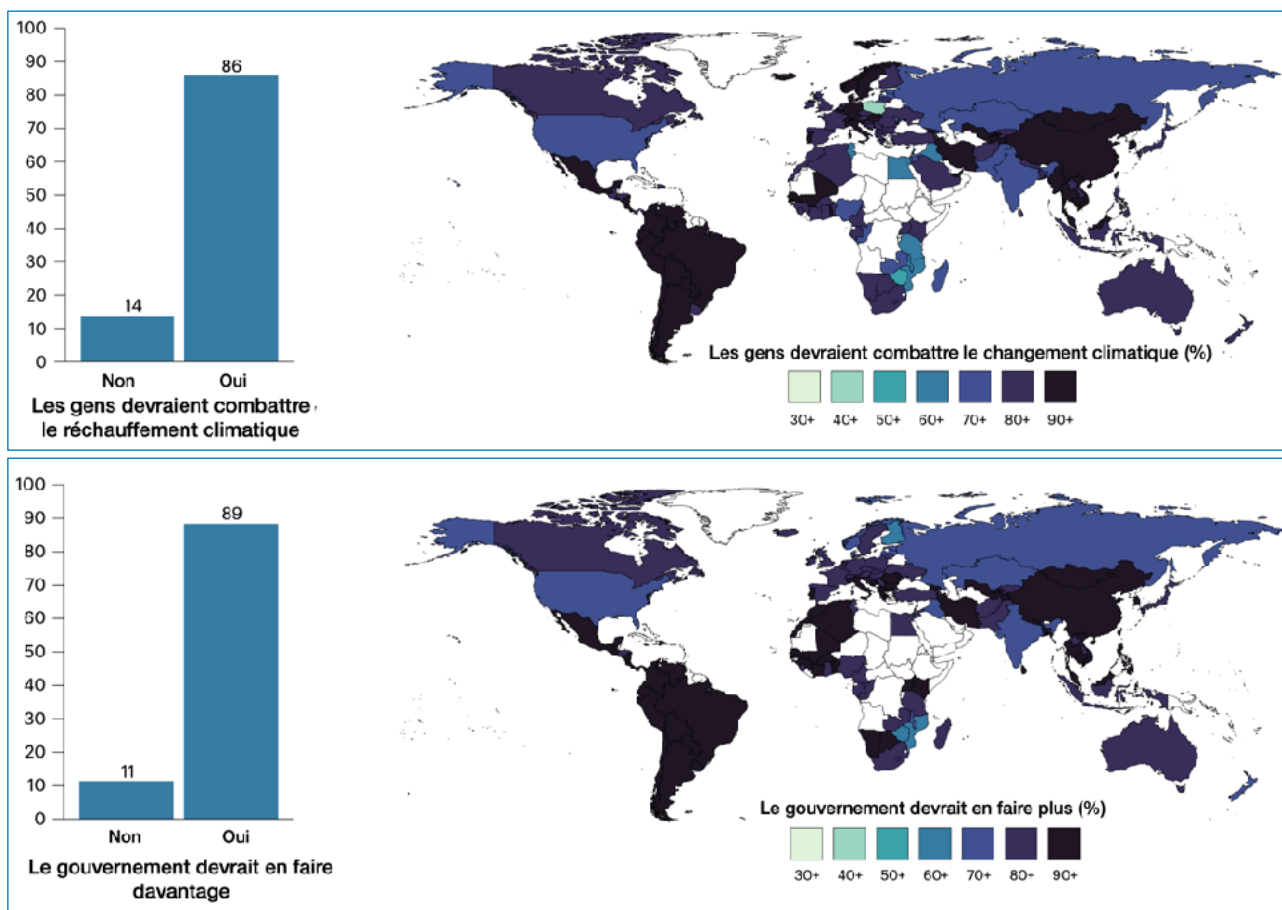
Cependant, la tendance mondiale va vers la multiplication de gouvernements plus autoritaires, nationalistes de droite ou d’extrême droite (pour toute une série de raisons), qui ne penchent guère en faveur d’une mise en œuvre de politiques pour l’environnement et le climat.

Les manifestations de plus en plus fréquentes en faveur de l’environnement et du climat rencontrent une répression renforcée, tant du point de vue légal que de manière violente.

Pour contrecarrer ces tendances délétères, les mouvements politiques de gauche, proclimat et pro-environnement, ont intérêt à développer des politiques qui réconcilient les objectifs environnementaux et ceux économiques et sociaux, s’ils veulent avoir une chance d’être aux affaires.

Annexe : Cartes présentant les résultats de l’Enquête mondiale sur le changement climatique





Source : [Andre et al., 2024](#) (traduction lafaimexpliquée).

Pour en savoir davantage :

- Berglund, O., Franco Brotto, T., Pantazis, C., Rosedale, C. and Pessoa Cavalcanti, R., [Criminalisation and Repression of Climate and Environmental Protest](#), University of Bristol, 2024 (en anglais).
- Bouman, T., Steg, L. & Dietz, T., [The public demands more climate action, not less](#). Climatic Change 177, 167 (2024), 2024 (en anglais).
- Andre, P., Boneva, T., Chopra, F. et al., [Globally representative evidence on the actual and perceived support for climate action](#), Nat. Clim. Chang. 14, 253–259 (2024), 2024 (en anglais).
- Rydzewski, P., [Attitudes Towards Environmental Protection in International Comparative Research](#), Problemy Ekorozwoju, 19(1), 67–77, 2024 (en anglais).
- Potential energy, Later is Too Late – [A comprehensive analysis of the messaging that accelerates climate action in the G20 and beyond](#), Potential Energy Coalition, 2023 (en anglais).

Sélection d'articles sur [lafaimexpliquée](#) liés au sujet :

- [En dépit des énormes coûts économiques et sociaux résultant de la dégradation de l'environnement, notre manière d'investir ne change guère](#), 2024.

- [Climat : inquiétude et inaction mondiale, alors que s'ouvre la COP 28 de Dubaï, 2023.](#)
- [En dehors des sentiers battus – une solution pour diminuer les GES en réduisant les inégalités, 2022.](#)
- [Les inégalités de revenu affectent le niveau d'émission des gaz à effet de serre et la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique, 2020.](#)
- [Terrorisme, faim, migrations : Pourquoi sommes nous incapables de nous attaquer aux causes profondes des problèmes auxquels nous faisons face ? 2016.](#)
- [Le libre-échange à l'agonie ? Pourquoi est-il de plus en plus difficile de conclure des accords de libre-échange? 2016.](#)
- [Équité intergénérationnelle : le modèle social européen – Histoire d'une faute politique, 2015.](#)